

ADMINISTRATION
3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5^e)

Paraissant mensuellement

Tribune du Proletariat Colonial

Abonnement, Un an : 3 francs

Chèque postal : 92-22 Paris

UN COLONIAL SIÈGERA A LA CHAMBRE

Le Parti Communiste présente Hadj Ali

Le Parti Communiste vient de présenter aux élections législatives sur la liste du Bloc Ouvrier et Paysan, un Algérien, le camarade Hadj Ali Abd el Kader, représentant en quincaillerie, syndiqué.

Cette candidature est un soufflet sur la face de l'impérialisme français.

Moins que nos frères opprimés des colonies, nous n'avons d'illusions sur l'efficacité du parlementarisme en régime bourgeois, mais, par cet acte, le parti a montré qu'il est le seul à prendre en considération les revendications justifiées des masses exploitées coloniales.

Leur représentation au Parlement est pour elles une question de réforme capitale. Certes, il est inadmissible que plus de quarante millions d'indigènes ne soient pas encore représentés à la Chambre ; et, si la France à cent millions d'habitants, comme le disait le général Mangin, pourquoi méconnaître les droits élémentaires de citoyens à la majorité d'entre eux ? Français, quand ils se font tuer pour les coffres-forts du capitalisme ; Algériens, Annamites ou Sénégalais, quand il s'agit de revendiquer leurs droits !



ABD EL KADER HADJ ALI

Candidat du Bloc Ouvrier et Paysan

Fumistes ! Cette iniquité ne peut durer ; la classe ouvrière française y remédiera. Les ouvriers français, qui ont trouvé les coloniaux à leurs côtés, pendant la guerre impérialiste, les retrouvent dans les usines : le capitalisme, qui les recrute pour sa boucherie, les recrute aujourd'hui pour sa production.

Cette main-d'œuvre coloniale est devenue une concurrence d'autant plus grande qu'elle est inorganisée. Le capitalisme, sciemment, la maintient dans un niveau social inférieur en lui interdisant toute liberté de presse, de parole ou d'association.

Depuis longtemps, les travailleurs coloniaux protestent contre ces mesures si préjudiciables aux deux classes ouvrières. Déjà, en 1922, lors du voyage du renégat Millerand en Algérie, l'émir Khaled, porte-voix des populations indigènes, avait demandé leur représentation au Parlement. Mais, en bon socialiste, le président, entouré de l'oligarchie coloniale, fonctionnaires corrompus, colons, industriels millionnaires, tous enrichis de la sueur du burnous, refusa catégoriquement, au nom de la France capitaliste, lui, le réformiste, les maigres réformes qu'imploreraient les masses indigènes. Le socialiste fin de siècle s'était montré plus réactionnaire que ses ancêtres de 89, dont il se réclame le digne successeur.

Où ! Car, en 1794, trois députés furent élus par les noirs de la Guadeloupe, vinrent devant la Convention exposer les souffrances des esclaves et présenter les revendications de leurs frères. Deux de ces députés étaient des hommes de couleur ; l'un d'eux, Belley, fut un esclave qui, à force de travail et d'économie, parvint à s'acheter et à s'instruire. Ils furent conduits devant le président qui, fraternellement, les embrassa au nom du peuple français. Un représentant du peuple adjura d'accepter les réclamations des délégués coloniaux. L'assemblée entière se leva et vota par acclamation : l'esclavage fut aboli.

Ceci se passait il y a cent trente ans, quand la bourgeoisie était révolutionnaire. Aujourd'hui, nous n'espérons rien d'elle ; seule, la

voix du prolétariat peut lui imposer ses volontés.

Nous aurions cru, aussi, au réveil de la bourgeoisie indigène algérienne, mais elle est d'une lâcheté si abjecte qu'elle demeurera longtemps la méprisable catin de l'impérialisme français. Elle suit l'évolution du reste du monde musulman et se pâme d'admiration devant la lutte énergique des Égyptiens, des Kamalistes, mais elle, trop veule, stagne dans sa léthargie. L'émir Khaled aurait pu devenir un Zaghoul, s'il avait rencontré le concours sincère d'une bourgeoisie consciente de son rôle historique et soucieuse de son émancipation. Bien au contraire, Khaled fut honteusement trahi par ceux-là mêmes qui se disaient ses amis et qui n'étaient, en réalité, qu'une clique d'entrepreneurs à la solde du Gouvernement général, une « élite » tarée, pourrie de débâche, incapable d'imiter le geste des esclaves noirs de 1794, ni même de procéder par un vote populaire à l'élection d'un symbole qui personnifierait l'expression des revendications d'affranchissement de ses frères miséreux. Confiant en la « générosité » du conquérant, son action se limite à des bassesses qu'elle lui prodigue servilement. Mais la souffrance des masses ne peut être soulagée que par les travailleurs eux-mêmes. La classe ouvrière française saura faire son devoir pour l'Algérie Hadj Ali, comme fit celle de Hollande pour un Malais, comme fit celle d'Angleterre pour l'Hindou Saklat Vala, lors des dernières élections. Sa candidature par principe sera la protestation des travailleurs métropolitains contre la politique de rapine et de meurtre du colonialisme français. Comme elle a su imposer l'élection de Marty pour montrer sa solidarité avec le geste héroïque du marin de la mer Noire, comme elle a su protester contre l'œuvre infâme du Bloc national à l'égard de la première République prolétarienne, elle protestera contre les expéditions impérialistes de Syrie ou du Maroc, où des milliers de soldats français sont assassinés par les magnats de la finance. Elle protestera contre les tortures infligées aux millions de prolétaires coloniaux, contre l'exploitation effrénée dont ils sont victimes et dont elle supporte la funeste répercussion. Le prolétariat révolutionnaire parisien se souviendra de Ben Radia, l'ouvrier algérien assassiné par les sbires de Poincaré, lors des manifestations du Premier Mai dernier, il se rappellera qu'un Arabe est embastillé dans les geôles de Mayence, victime de la sauvage répression du sinistre Dégoutte, gendarme du Comité des Forges, l'allié des Krupp et des Stinnes, bourreau de la classe ouvrière allemande.

Il ne se laissera pas influencer par les haines de race, hypocritement semées dans la classe ouvrière par le capital qui, seul, profite de la division. La barricade n'a que deux côtés : de l'un, le prolétariat uni, organisé, sans distinction de race et de couleur ; de l'autre, la bourgeoisie dans toutes ses nuances, depuis les réactionnaires endurcis (type Daudet), jusqu'aux démagogues de gauche, les radicaux et socialistes de tout acabit.

EL DJAZAIRI.

On assassine en Syrie

Un télégramme de Constantinople confirme la nouvelle publiée il y a déjà deux jours dans la presse anglaise selon laquelle des combats auraient eu lieu sur la frontière syrienne entre un détachement de troupes françaises et des bandes armées soutenues par des populations locales. Les troupes françaises auraient dû faire usage de l'artillerie.

Voilà comment la France de la Liberté entend la liberté des autres peuples.

La chose est flagrante ! Les bandes armées étaient soutenues par les populations locales. C'est donc que celles-ci ne goûtent pas avec tant de plaisir l'occupation française. Alors, que font nos soldats là-bas, puisqu'on ne veut pas d'eux ? Évacuez la Syrie et n'assassinez pas ceux qui n'acceptent pas votre criminelle autorité.

SEUL LE
PARTI COMMUNISTE
PRESENTE
UN CANDIDAT
INDIGÈNE !

DEBOUT, LES DAMNÉS DE LA TERRE !

Premier Mai de Classe

En ce jour de revendications ouvrières, le prolétariat s'unit et sans distinction de race ou de couleur, clame hautement sa résolution d'abattre le régime ignoble de l'exploitation.

Ici, à Paris, le chômage fut presque complet, partout des meetings où, en foule, les prolétaires répondirent aux appels des organisations syndicales révolutionnaires. Les ouvriers entendirent des discours vibrants d'orateurs de toutes nationalités. Notre camarade Hadj Ali Abd el Kader fut chaleureusement ovationné par une salle bondée, à la Bellevilloise, quand il apporta, à la classe ouvrière française, le salut fraternel du prolétariat colonial.

A Ivry, plus d'un millier de manifestants se rendit sur la tombe de l'Algérien Ben Radia, assassiné par la police le 1^{er} mai dernier.

Et si ici, les sbires du gouvernement, dûment stylés, en vue des élections, ne se sont pas livrés à leurs provocations habituelles, à Berlin, cette année, ce fut encore un colonial qui paya de sa vie les brutalités policières. Dans une manifestation les shupos commandés par le social-démocrate Richter firent usage de leurs armes à feu et tuèrent plusieurs ouvriers parmi lesquels un nègre.

Ces crimes n'arrêteront pas notre élan. Le prolétariat colonial se réveille à la lutte de classe, son union s'accomplit avec le prolétariat européen et demain, avec lui, il saura venger ses frères, victimes de la barbarie capitaliste.

ALI BABA.

Soutenons Hadj Ali !

Le Parti et le prolétariat de l'Union Intercoloniale ont appelé les coloniaux, résidents en France, pour soutenir la candidature du camarade Hadj Ali Abd el Kader aux élections législatives. Ils devront assister à toutes les réunions où leur frère colonial prendra la parole pour flétrir les crimes du colonialisme et affirmer leur solidarité de classe avec les prolétaires français contre l'impérialisme national et international.

Malgré toutes les ignominies déversées sur le communisme par la presse capitaliste, pour nous, coloniaux, il est un fait indéniable : le parti communiste a été le seul, à prendre en considération, d'une façon concrète, toutes les revendications des masses opprimées coloniales.

Le seul fait d'avoir inscrit sur ses listes, le nom d'un de nos frères de couleur, est un acte qui n'a été et ne sera réalisé par aucun autre parti.

Notre sympathie ne peut aller que vers une organisation qui, en toute sincérité, en toute clarté, sans arrière-pensée n'aura que la défense du prolétariat métropolitain et colonial et se montrera le véritable ennemi du régime d'exploitation et d'esclavagisme. Le spectre du communisme n'épouvante que les magnats de la finance et la clique de négriers qui gouvernent et oppriment le monde. Il n'épouvante désormais plus les coloniaux qui voient en lui leur libérateur.

Nous comptons sur l'appui et le devoir de nos camarades pour qu'ils envoient au Parlement un représentant qui saura jeter à la face des impérialistes la preuve de toutes les abominations dont sont victimes ses frères de couleur et montrer par son langage stroment différent de celui des Diagne et Cie, ces répugnants larbins du capitalisme français, qu'il est à la Chambre comme un dompteur dans sa cage : pour frapper les fauves quand ils broncheront.

Fabry et Nous

M. Fabry a reçu hier matin, rue Oudinot, les membres du Comité du Syndicat de la Presse coloniale. Après quelques mots de bienvenue de M. Vivien, président du syndicat, le nouveau ministre des Colonies a affirmé que la presse coloniale pouvait compter absolument sur sa bienveillance et dévouée collaboration.

Le Paria déclare qu'il n'a rien à accepter d'un ministre qui reste indifférent aux misères de toutes les colonies soumises à l'autorité capitaliste française et qui soutient de toutes ses forces les champions de l'exploitation du prolétariat colonial.

Entre ceux qui exploitent, violent et tuent et nous, il y a un abîme.

Nous ne le franchirons que pour porter au régime ennemi le coup mortel qui libérera les peuples coloniaux du joug capitaliste !

CONTRE L'IMPERIALISME

Organisation et Action

Ce que ne peut faire l'individu isolé, il ose l'entreprendre, et surtout il doit réussir lorsque son effort est associé et d'autres efforts s'exerçant dans le même sens. Voilà pourquoi, la loi d'association joue un rôle primordial, dans le développement des sociétés. Or, il s'agit, pour les originaires des colonies, pour la grande masse des exploités noirs, jaunes, de toutes couleurs, de s'unir. De s'unir, d'une part, entre eux. Car il y a une série de problèmes qui leur sont communs et qui leur sont particuliers. De s'unir, d'autre part, à l'ensemble des exploités européens, à l'ensemble du prolétariat blanc. Car la lutte pour l'affranchissement des spoliés, du joug du capitalisme oppresseur est une bataille non seulement internationale, mais, une lutte mondiale groupant partout, d'un même côté de la barrière, ceux dont les intérêts de classe sont les mêmes. L'organisation et le groupement des originaires des colonies entre eux doit s'effectuer au sein de l'Union Intercoloniale, dont la plupart de nos camarades savent que le siège est à Paris, 3, rue du Marché-des-Patriarches. Pour y adhérer, il suffit d'écrire au camarade secrétaire de l'Union Intercoloniale, au siège. La minime cotisation mensuelle est de trois francs. On l'acquitte, soit en venant aux réunions, entre les mains du trésorier ; soit sous forme de mandat, adressé au siège, au camarade trésorier de l'Union Intercoloniale, lorsqu'il y a pour le camarade adhérent impossibilité de fréquenter les réunions. L'Union et le groupement avec l'ensemble des exploités sur la surface du globe s'effectue : 1^o par l'adhésion, pour le camarade originaire des colonies habitant la France, au syndicat unitaire de la profession qu'il exerce. Par ce syndicat, il se trouvera du même coup être membre de l'Internationale syndicale rouge ; 2^o par l'adhésion au Parti de masse du prolétariat, le Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste). Pour ce qui est de l'organisation de nos camarades des colonies, par l'intermédiaire de son appareil gouvernemental, s'oppose avec brutalité, avec une violence particulière, à toute tentative d'organisation. Il y aura lieu cependant, pour nos camarades des colonies, d'entreprendre, partout, et par quelque moyen que ce soit, la création d'une liaison entre eux dans leurs pays respectifs, et d'étendre cette liaison ou avec la Confédération Générale du Travail Unitaire, ou avec l'Union Intercoloniale, suivant qu'il s'agira de groupements de défense purement professionnelle ou de revendications générales.

Ces recommandations aux camarades des colonies s'adressent plus particulièrement à ceux des Antilles qui jouissent d'une relative liberté, mais dont précisément la jouissance semble avoir annihilé tout esprit de solidarité. Qu'il me soit permis de leur dire, en passant, qu'ils donnent l'impression d'avoir été complètement gangrenés par le démocratisme petit-bourgeois des politiciens par qui ils se laissent mener.

En dehors des forces de cohésion dont nous avons parlé, il ne peut y avoir de salut, de progrès, d'émancipation pour la masse de nos frères opprimés des colonies. Qu'ils se pénètrent, profondément, de la stérilité de la « Ligue des Droits de l'Homme », du mensonge et de la duplicité des organisations radicales, socialisantes ou autres de même tendance. La rencontre fraternelle du coq et du renard n'a jamais tourné qu'au sacrifice du coq au profit du renard. Et nous avons autres choses à faire qu'à nous offrir en holocauste. Nous avons à nous défendre, aux Antilles, contre l'étranglement de nos droits politiques, la misère et les privations matérielles et morales.

Partout ailleurs, contre l'arbitraire administratif, le régime de l'indigénat, l'existence des juridictions d'exception, les impôts spéciaux, les brigades de toute nature. Nous avons à nous défendre en Afrique, en Asie, contre la dépossession de nos terres, de nos biens, contre le refoulement, l'empoisonnement par l'alcool et l'opium. Nous avons à nous défendre contre la besogne antiprolétarienne qu'on attend des troupes de couleur. Nous avons à affirmer notre droit à un traitement équitable, à des salaires égaux à ceux de nos frères ouvriers et paysans d'Europe. Telle est l'œuvre d'organisation qui nous incombe, telle est l'action en vue de laquelle elle s'impose. Une fois nous hâtons d'entreprendre l'une et l'autre. L'esclavage prolongé ne peut avoir abouti à l'amour de la servitude !

MAX CLAINVILLE-BLONCOURT.

VOTER POUR LE
BLOC OUVRIER
ET PAYSAN
C'EST ASSURER
L'ELECTION D'HADJ ALI !

LA RUSSIE SOUTIENT LES COLONIES

Khidyr Aliev, plénipotentiaire

Imadjaradjan Khidyr Aliev est né en 1891, fils d'ouvriers agricoles de la région de Fergan, en Turkestan.

La révolution d'octobre ne s'est radiée de ce coin perdu de Fergan qu'à la fin de 1918. Au début de 1919, Khidyr Aliev adhère au Parti communiste. Il fut d'abord président du Comité révolutionnaire régional de Kazaninsk, et ensuite il occupa successivement les fonctions suivantes : président du Comité régional du Parti communiste de Turkestan, à Fergan, commissaire du Peuple à l'Agriculture de la République du Turkestan, membre du Comité Central Exécutif Panrusse, président du Comité Révolutionnaire régional de Fergan, président du Comité Central du Turkestan et membre du Présidium du Comité Central de l'U. R. S. S.

Actuellement, Khidyr Aliev remplit les fonctions de représentant plénipotentiaire du Comité Central et du Conseil des Commissaires du Peuple de la République de Turkestan, à Moscou, et de membre du bureau du Comité fédéral pour l'Agriculture, et est présentement à Londres avec la mission bolchéviste.



KHIDYR ALIEV

Président du Comité Exécutif Central de la République du Turkestan

Khidyr Aliev est le premier musulman choisi comme plénipotentiaire par un Etat européen. Il est vrai que cet Etat, la République des Soviets de Russie, est aussi le premier Etat prolétarien, le premier pays où les hommes sont considérés à leur juste valeur sans distinction de race ni de religion.

Et au moment où le Parlement français refuse aux indigènes des colonies leur représentation à la Chambre, la nomination par la République des Soviets de Khidyr Aliev au poste de plénipotentiaire, montre aux coloniaux opprimés qu'ils n'ont rien à attendre de gouvernements régis par une collectivité capitaliste et tout à espérer d'une République communiste où sera supprimée l'odieuse exploitation de l'homme par l'homme.

LA REPRESSION

La France impérialiste affirme chaque jour que la liberté la plus grande réside dans ses colonies, que le droit des indigènes est aussi intangible que celui de tous les citoyens français.

Essayons de prouver que seuls ont des droits ceux qui acceptent la domination et l'exploitation capitaliste.

C'est ainsi que fut supprimé, en raison de ses opinions subversives le journal El Nacir Djedid. La Caserne Coloniale, organe communiste, s'adressa aux soldats arabes, fut interdite sur le territoire marocain, algérien, tunisien et poursuivie par le parquet d'Alger. Le Trait d'Union, d'Alger, fut interdit au Maroc. La Lutte Sociale, d'Alger, fut interdite en Tunisie et au Maroc. L'Avenir Social fut interdit en Algérie, et notre Paria eut l'honneur d'être interdit en Tunisie par un décret beylical spécial.

Voilà la liberté dans les colonies françaises. Les Anglais n'ont rien à nous envier. Nous pourrions leur donner des leçons sur l'oppression et la répression.

Le Colonialisme

Le colonialisme est une des formes de la nécessaire expansion économique de l'impérialisme. Cet impérialisme contemporain « est la politique économique sociale du capital financier (union du capital industriel et du capital bancaire) qui tend à la création des plus vastes domaines d'exploitation et des empires mondiaux ».

Il faut au capitalisme moderne chercher des débouchés pour ses marchandises, pour ses capitaux surtout, ou rechercher des centres de matières premières, ou se procurer de la main-d'œuvre à bas prix. Le but de la colonisation ce n'est pas comme le disent les capitalistes à leurs porte-parole de porter la civilisation à des peuples inférieurs, mais de trouver les différents débouchés ou marchés dont le capitalisme a besoin pour ses différents objectifs dont nous avons parlé plus haut.

Le capitalisme français n'a pas échappé à ces nécessités pas plus que les autres capitalismes ses rivaux. Déjà le promoteur de la colonisation en France, Jules Ferry, disait : « La colonisation est fille de l'industrie ». Sous une autre forme c'était exprimer les mêmes idées que celles que nous avons mentionnées plus haut. Le développement de l'industrie moderne, sa production de marchandises dépassant les besoins du marché intérieur, non pas que la consommation soit satisfaite, mais le pouvoir d'achat des consommateurs étant limité il lui faut des débouchés nouveaux et c'est dans les colonies qu'il va les chercher.

Les économistes français, Léon Say et Leroy-Beaulieu, divisent les colonies en trois groupes économiques : 1° Colonies commerciales; 2° Colonies de peuplement; 3° Colonies de plantation et de production.

En 1908 Leroy-Beaulieu maintient la division en trois catégories : 1° Colonies ou comptoirs de commerce; 2° Colonies ordinaires ou de peuplement; 3° Colonies de plantation ou d'exploitation.

Ces définitions sont aujourd'hui insuffisantes. Une bonne définition suivant le D^r Zepf serait : « Les colonies sont des territoires possédés par un Etat en dehors de ses frontières et dont il dispose dans l'arène internationale selon ses intérêts économiques et politiques ».

Ces définitions des spécialistes coloniaux nous montrent le but réel que poursuivent les grandes puissances, dans la recherche et la possession des colonies. C'est par une formule mensongère que les peuples dits civilisés prétendent s'installer dans des colonies pour apporter à des peuples moins civilisés ou inférieurs les bienfaits de leur attitude. Sous les formules idéalistes de civilisation se sont des réalités plus tangibles qu'on poursuit. La France capitaliste, dite démocratique républicaine, la France des droits de l'homme et du citoyen n'échappe pas à cette nécessaire besogne coloniale.

Tout comme les autres grands Etats elle exporte vers ses colonies des marchandises, elle y trouve des matières premières, elle y recherche une main-d'œuvre plus facilement exploitable et elle en tire des soldats dont elle est plus sûre pour la défense des intérêts bourgeois à l'intérieur. Quand elle fait en faveur de ce qu'elle appelle « ses sujets » des efforts d'insurrection et d'hygiène, c'est dans le but d'avoir une main-d'œuvre plus instruite, des fonctionnaires indigènes plus dociles et plus mal rétribués que s'ils étaient européens.

Quant aux mesures d'hygiène si imparfaites elles ont pour but de conserver le matériel humain nécessaire à l'exploitation des colonies comme salariés. C'est grâce à l'exploitation de ses colonies que le capitalisme français se maintient.

Et à mesure que croissent ses difficultés financières et économiques il songe à mettre mieux en valeur son domaine colonial. Il s'agit d'en extraire davantage certaines matières premières qui lui manquent et des denrées alimentaires insuffisantes dans la métropole pour éviter les achats à l'étranger. C'est à cette exploitation plus intensive des pays coloniaux que le capitalisme français se prépare pour essayer de se restaurer et de se consolider.

Au moment où il s'apprête à accomplir cette œuvre, le devoir du Parti Communiste à l'égard des peuples coloniaux et son action doivent grandir et s'intensifier.

Georges LEVY,
Député du Rhône.

Solidarité de Classe

Au début de 1921, une grande grève d'inscrits maritimes éclata au Brésil. Un bateau venait d'arriver à Rio-de-Janeiro. Son équipage ignorait que des camarades étaient en lutte avec le patronat. Un gréviste noir, Jossé Leandro da Silva, voulut monter à bord du navire annoncer la nouvelle aux marins. Sur le quai, José rencontra un policeman qui lui interdit le passage.

— Mais j'ai bien le droit d'aller voir mes camarades, tout de même, dit José au policeman de l'ordre.

— Pas d'explications ! Circulez ! répliqua ce dernier.

José insista.

Le policeman, pour toute réponse, sortit un revolver et fit feu. Lestement, José évita le coup et, rapide comme l'éclair, il empoigna l'agent et le jeta dans l'eau.

Une cinquantaine de policeman armés accoururent et assaillirent José. Celui-ci se défendit. Avec son couteau de marin, il tua des agents et en blessa plusieurs. A la fin, il fut vaincu par le nombre et tomba à moitié mort, ayant reçu 18 balles dans le corps.

Il a eu cependant assez de force pour murmurer l'Internationale lorsqu'on le transporta à l'hôpital. On l'amena ensuite devant le tribunal. Il fut condamné à 30 ans de travaux forcés.

Aussitôt que le jugement fut connu, les ouvriers révolutionnaires constituèrent un Comité de Défense. D'un côté, ils confièrent le cas de leur camarade à plusieurs avocats ; de l'autre, ils organisèrent des meetings de protestation à travers le pays. Une campagne d'agitation en faveur de José fut vigoureusement menée pendant trois ans. L'opinion publique fut tellement indignée que les autorités durent recommencer le procès.

Le 8 février, José fut jugé de nouveau. 15.000 ouvriers assistèrent aux débats qui durèrent toute la nuit. Le patronat ne voulait pas lâcher sa victime et il fallut au procureur de la République 5 heures de temps pour lire son long réquisitoire.

Avec éloquence, le camarade Paulo de Lacerda et ses collègues réfutèrent victorieusement les arguments du procureur.

Les débats prirent fin à 4 heures et demi du matin.

Ce fut l'acquiescement.

Le verdict fut reçu par un tonnerre d'applaudissements. Et José, le gréviste noir, se laissa tomber dans les bras de ses camarades et défenseurs, les délégués des ouvriers blancs.

Donc, malgré la différence des couleurs, il n'y a que deux races dans l'univers : celle des exploités et celle des exploités. Et il n'y a qu'une fraternité qui est vraie : la fraternité prolétarienne.

PERMANENCE

« Union Internationale », chaque dimanche matin, de 10 heures à midi, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches.

UNE DECLARATION DE RAKOVSKI

LE GOUVERNEMENT SOVIÉTIQUE N'EST PAS IMPÉRIALISTE

Le gouvernement britannique peut aussi compter sur notre pleine et sincère bonne volonté en ce qui concerne les questions politiques en présence desquelles nous nous trouvons. Selon notre opinion, les obstacles qui se trouvent sur cette voie peuvent être écartés par nos efforts communs. Nous avons délibérément abandonné la politique de conquêtes de l'ancien gouvernement tsariste, nous avons annulé les anciens traités tsaristes fixant le partage des Etats orientaux par zones d'influence. Le gouvernement soviétique n'a pas l'intention de reprendre jamais cette politique. Elle est complètement exclue par la Constitution socialiste de notre Etat, qui est fondée sur l'égalité absolue des nations et sur la reconnaissance de leur droit de déterminer leur propre sort.

Mais la politique d'autrefois est aussi exclue pour d'autres raisons. La guerre a réveillé le sentiment national des peuples de l'Orient, et toute tentative de notre part de contrecarrer ce sentiment légitime constituerait non seulement un crime contre nos propres intérêts, mais serait aussi une folie, étant donné qu'en fin de compte une telle politique ne manquerait pas d'échouer. Par conséquent, en tant que le gouvernement britannique et le gouvernement des soviets auront adopté, comme point de départ, le principe du respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats de l'Orient, nous n'aurons pas de difficultés à régler toutes les questions qui concernent les intérêts de la Grande-Bretagne et l'Union Soviétique dans ces régions.

Sous Ramsay Mac Donald

Une Grève à Bombay

150.000 ouvriers du textile de Bombay, aux prises avec le haut patronat depuis le 15 janvier, ont juré de mourir d'épuisement, eux, leurs femmes et leurs enfants, plutôt que de rentrer au travail avec les salaires misérables consentis jusqu'ici.

C'est l'épisode le plus tragique qui se déroule actuellement dans les luttes du prolétariat mondial. Aux Indes, terre classique de la famine, 40 millions d'hommes n'ont jamais pu manger un seul jour de leur vie à leur faim, la situation des ouvriers du textile, celle d'un troupeau d'esclaves, sous-alimenté, surmené, constamment endetté, est la plus misérable.

Le salaire « mensuel » du textile à Bombay est de 35 rupees (75 francs) pour les hommes, de 17 rupees (35 francs) pour les femmes et les enfants !

Tandis que le coût de la vie a augmenté depuis 1914 de 58 %, que les actions du textile ont accru leurs dividendes de 300 à 500 %, ces ouvriers qui ont fait les mêmes sacrifices, les mêmes efforts, les mêmes privations refusent d'accepter les salaires de leurs serfs et, devant les revendications ouvrières, ils répondent par le lock-out.

En face de ce mouvement formidable, engagé entre la classe ouvrière et le patronat des Indes, mouvement dont l'issue aura des conséquences graves pour le prolétariat textile des colonies et de la métropole, quelle est l'attitude du gouvernement travailliste de Mac Donald, du Parti travailliste ?

Pour le moment, le gouvernement travailliste, le Parti travailliste, adhérents à la 1^{re} Internationale, les 150.000 grévistes de Bombay ne sont pas intéressés.

Et, cependant, ils ont le pouvoir. « Et, constitutionnellement, ils ont le droit de régler les destinées du peuple britannique et du peuple de leur Empire des Indes ».

Le Parti travailliste réclame des appels de « leurs frères de classe », qui tombent d'inanition dans les rues, en leur refusant tout secours, qu'une brute humaine ne refuserait pas à une bête affamée ; ils vont plus loin dans l'infamie ; ils se lavent les mains à la Ponce Pilate, en déclarant que les événements des Indes ne les regardent en rien, qu'ils s'en remettent au gouvernement des Indes, leur subordonné en apparence, mais leur maître de fait ; et ce gouvernement des Indes, instrument du patronat du textile, fort de la haute autorité du pouvoir anglais, continue à faire mitrailler cette foule de 400.000 affamés qui a juré d'acquiescer passivement la mort par la famine, plutôt que de rentrer dans les anciennes conditions de « bête de somme » au travail.

Des Munitions pour le « Paria »

Listes précédentes	
Maran	205 50
Zioudou	30 "
Le	18 "
Mouret	3 "
Gerpillon	3 "
Ng Dang Hué	2 "
Gothon Lunon	17 "
Calvert	2 "
Chandley	2 "
Stanislas Figue	2 "
Maudelie	2 "
Laurent Gabriel	2 "
Come Cornille	2 "
Traï dinh Thanh	6 "
Cather Gerald	2 "
Mme Mondini	2 "
Prof. Gide	7 "
Dang Khanh	7 "
Maurice	2 "
Mme Breon	2 "
Mme Randersonaka	2 "
Rasaja	2 "
Bayat Victor	2 "
Un groupe d'Algériens	104 50
X...	2 "
Chebat	1 "
Total	2.411 50

Le PARIÀ se fera un devoir d'insérer et de dévoiler tous les abus de l'impérialisme envers les masses opprimées. Nous demandons à tous nos frères coloniaux qui souffrent de l'exploitation et du despotisme capitalistes de nous communiquer leurs revendications (politiques et économiques), et de nous informer sur les scandales et les crimes du colonialisme. Nous clouons impitoyablement au pilori tous les auteurs des ignominies du régime pourri actuel dont les masses coloniales sont les victimes.

LE PARIÀ.

La Faillite de la Colonisation Française

Le dernier remaniement du ministère Poincaré n'a pas manqué d'avoir des répercussions dans les colonies. La France a toujours prétendu qu'elle est la première puissance coloniale qui sait coloniser. M. Albert Sarraut, lui aussi, s'est toujours vanté qu'il est le premier Français qui sait comment mettre ces colonies en valeur. Pour cette mise en valeur, il a réclamé 4 milliards de francs. Pour chercher cet argent, il a écrit un bouquin de 674 pages. Or, ce grand ministre vient d'être exclu de son parti pour avoir voté pour son patron Poincaré. Et cet ingrat de Poincaré vient, à son tour, de mettre le grand ministre à la porte. Ainsi, le grand ministre est simultanément dégoûté, sans avoir ses milliards, ni ses colonies mises en valeur. Il est remplacé par un soldat, pardon, un « colonel inconnu ». Ce limogeage nous démontre, une fois de plus, que la colonisation a fait faillite.

En attendant mieux, le contribuable français paie, chaque année, plus de 237 millions de francs (budget 1923), pour son ministère des Colonies, plus de 1.172.186.000 fr. pour les troupes coloniales et des dépenses faites au Maroc, soit 1.409.186.000 francs.

Chaque Français — riche ou pauvre, vieillard ou bébé, homme ou femme — est donc obligé de verser à la caisse de la « Mission Civilisatrice » plus de 36 francs l'an. Et cela, au profit de qui ? Ce n'est pas à son profit à lui, le contribuable, bien entendu. Et encore moins à celui de la France. Nous l'allons montrer tout à l'heure.

En 1922, par exemple, le commerce général des colonies françaises était de 4.358.105.000 francs dont 2.104.458.000 d'importations et 2.253.646.036 d'exportations. De cette somme, le trafic entre la France et ses colonies ne montait qu'à 1.585 millions de francs, tandis que celui entre les colonies et l'étranger se chiffrait à 2 milliards 606.739.000 francs.

Les chiffres sur l'Indochine sont encore plus éloquentes.

Des 5.484 bateaux enregistrés aux ports indochinois et qui transportaient 7.152.910 tonnes de marchandises, on ne comptait que 779 vapeurs français avec 1.464.852 tonnes, contre 787 vapeurs anglais avec 1 million 575.079 tonnes.

UN MALHEUR POUR L'INDOCHINE

Sarraut y retournera

Le *Matin*, dans un entrefilet officiel, annonce que M. Poincaré a l'intention de confier à son ministre déchu Sarraut un haut poste dans les colonies.

Après nous être demandé quel poste on pouvait confier à ce crétin incapable, nous avons appris que M. Martial Merlin, gouverneur général de l'Indochine, était admis à la retraite, c'est à ce poste de gouverneur général que Sarraut, l'assassin des Indochinois, va être appelé.

Dans le dernier numéro du *Paria*, nous nous étions déjà fait l'écho de la sympathie spéciale dont jouit Sarraut dans l'Indochine. Nous avons dit comment des conseillers européens avaient refusé de s'associer à un banquet d'adieu pour Sarraut, estimant marquer, par leur refus, leur condamnation de la politique indigénophobe du ministre Sarraut.

L'*Humanité* a publié aussi quelques articles sur le « travail » de Sarraut en Indochine, et il n'est secret pour personne que le ministre déchu fut un des plus grands exploiters du peuple indochinois et qu'il porte la responsabilité d'une innombrable quantité de crimes impunis.

En lui reconifiant le poste de gouverneur général, Poincaré entend prouver son désir de voir se continuer la politique criminelle de son ancien ministre. Il aura avec lui pour l'approuver toute la clique des députés de droite et de gauche, dont les intérêts en Indochine sont en contradiction avec les intérêts du prolétariat de cette colonie. Mais il aura contre lui le petit groupe parlementaire communiste, qui ne cessera de lui jeter à la face toutes les ignominies du député-ministre Sarraut, dégoûté et regonflé pour le plus grand bien de la France impérialiste.

FABRY EN VISITE

Le dénommé colonel Jean Fabry, qui commanda à des tirailleurs, s'est décidé, un mois et demi après sa nomination, à visiter son ministère.

Il a parcouru, un jour d'ennui, les divers services de la boîte.

Chacun des directeurs avait groupé autour de lui les fonctionnaires de son service.

Le ministre est pour tout le monde des paroles bienveillantes et prodigua au personnel de l'administration centrale ses encouragements. (Tu parles !)

Cette visite inattendue causa, dans tout le ministère, une fort heureuse impression.

Tel est le communiqué officiel. Nous retenons l'expression celle « visite inattendue » : signifie-t-elle que le prédécesseur Sarraut n'avait jamais mis les pieds à son ministère ou signifie-t-elle que deux mois après le remaniement ministériel, les sous-ordres de Fabry ne s'attendaient plus à voir venir leur patron ?

Enfin ! Les destinées coloniales sont en de bonnes mains. Puisque Fabry a visité son ministère.

NECROLOGIE

Les originaires des colonies viennent de perdre à Paris le camarade Edmond Léria, décédé le 26 mars.

Nous adressons à sa famille nos sincères condoléances.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Léopold MESNARD.

Imprimerie Française (Maison J. Dangon)
123, rue Montmartre, Paris (2^e)
Georges DANGON, Imprimeur.

Sur les importations d'une valeur de 807.729.362 francs en 1921, la France n'avait que 247.002.029 francs. Elle et ses autres colonies n'avaient que 169.147.115 francs sur un chiffre d'exportations de 1.234 millions 003.885 francs d'exportations.

Est-ce au profit des indigènes ? Vous l'allez voir.

L'Indochine exporte en 1923 :

1.439.995 tonnes de riz
622.035 tonnes de houille
65.413 tonnes de ciment
61.917 tonnes de maïs
312.467 quintaux de poissons
27.690 tonnes de zinc
19.565 tonnes de bétail
7.927 tonnes de sucre
6.860 tonnes de coprah
46.229 tonnes de caoutchouc
7.150 tonnes de plantes tinctoriales
3.617 tonnes de coton
30.760 quintaux de poivre
21.492 quintaux de haricots
2.609 quintaux de peau
12.798 quintaux de rotin
12.319 quintaux de laque
8.499 quintaux de café
6.084 quintaux de thé
480.833 kilos de cannelle
117.241 kilos d'essence de badiane
17.943 kilos de soie

Eh bien, savez-vous quelle est la part de l'indigène dans ce gigantesque commerce fait avec du produit de son sol et de son travail et passé devant son nez ? Il a eu, en tout et pour tout, 542 milliers jougant 12.231 tonnes !

Après cet aperçu, nous pouvons conclure que la colonisation française est faite à l'unique profit d'une bande d'aventuriers, de politiciens malhonnêtes et ratés de la métropole, de trafiquants d'alcool et d'opium, de mercenaires sans scrupule, et de financiers véreux. La preuve ? En voici une : la Banque de l'Indochine n'avait que 24 millions de francs de chiffres d'affaires en 1876, en avait 145 en 1885, 222 en 1895, 906 en 1905, 2.005 en 1917, 6.718 en 1921.

Et ses bénéfices ont passé de 126.000 francs en 1876 à 22.854.000 francs en 1921 !

NGUYEN AI QUAC.

L'« Avenir Social » a reparu

Notre vaillant confrère de Tunis, l'*Avenir Social*, qui a tant de fois connu la répression gouvernementale, qui a vu la plupart de ses rédacteurs emprisonnés pour avoir défendu la cause des indigènes contre les impérialistes français, vient de reparaitre après une courte disparition.

Il reprend, comme par le passé, la bataille pour tout ce qui est prolétarien, contre tout ce qui est exploiteur.

En le soutenant, les coloniaux soutiendront leur cause.

S'y abonner 50, rue Soult Bel Khir, Tunis.

Mangin-le-Boucher en Algérie

Le général Mangin, qui a mérité le titre de « boucher », en raison de ses capacités de destruction du matériel humain pendant la guerre, est en ce moment en Algérie en tournée d'inspection générale.

Qu'y va-t-il chercher ? De la nouvelle chair à canon pour la prochaine guerre ? N'a-t-il pas assez fait tuer de soldats noirs, qu'il faille encore que le boucher aille s'assurer de réserves futures pour l'abattoir ?

Les Pirates sont toujours là

Indochine ! Pauvre Indochine ! Qu'il t'en coûte d'être riche ! Sur ton dos, il pleut des emprunts, encore des emprunts et toujours des emprunts !

Depuis le *Petit Marseillais* de M. Outrey jusqu'à la *Dépêche Coloniale*, la presse entretenue par la « clique infâme » prépare le terrain pour une nouvelle émission de « Bons Indochinois ».

Or, par une étrange coïncidence, M. A. de Pourville, s'avisant de s'intéresser à l'épargne annamite. Il préconise des mesures urgentes pour la sauvegarde, il lui témoigne une sollicitude touchante.

« Le goût d'épargner, dit-il, ne vient à l'indigène qu'avec la sécurité de son épargne », et précisément, s'il fallait le croire, la colonisation française apporte la paix et la tranquillité là où des pirates régnaient.

Ta, ta, ta ! Les pirates sont toujours là ! Et je pourrais en citer une tournée : Chantard, Berthelot, Candellier, Fontaine, Baudant, Sarraut, Darles ! Voilà quelques spécimens pris au hasard. Ces pirates-là, croyez-m'en, mon brave M. de Pourville, sont de la pire espèce. Et l'univers entier sait de quoi est capable la clique coloniale en fait de piraterie.

Vous conviendrez donc que nous n'hâtons pas de bonnes raisons pour se méfier. Voyons : mettre nos sapes de côté pour les englober dans vos emprunts éternels ? Y pensez-vous ! Confier nos piastres à vos « Banque Industrielle de Chine » ? Allons donc !

Pirates que des vautours, pirates coloniaux, vous avez détérioré les ossements d'un de nos rois pour « renifler des trésors ».

Ng. the TRUYEN.

Les Etudiants en Militarisme

Les attachés militaires à Paris de dix-neuf puissances alliées et amies de la France vont faire un grand voyage d'études au Maroc.

Leur voyage au Maroc, qui durera du 4 au 16 mai, comprendra une tournée des principaux fronts et se terminera par Oudjda, où le gouvernement général de l'Algérie les accueillera pour leur faire visiter, sur le chemin du retour, les principaux centres de l'Algérie.

La France, pays le plus impérialiste du monde, servant de mentor aux attachés militaires ! La France pacifiste donnant des leçons de militarisme aux délégués des militarismes étrangers. Quel beau sujet pour un peintre sentimentel.

Les contribuables qui paieront les frais de ce voyage « d'études » achèteront certainement le tableau.